

**Nations unies - Moyen-Orient -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 19 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaite tout d'abord remercier Nikolay Mladenov pour sa présentation et son engagement quotidien, et lui renouveler ici le soutien de la France.

Chaque jour qui passe conforte un constat que nous déplorons régulièrement devant ce Conseil : le faux statu quo dont nous sommes témoins recouvre en réalité une dégradation quotidienne de la situation, qui peut dégénérer à tout moment en crise ouverte, comme nous l'avons une fois de plus constaté au cours des derniers jours à Gaza.

J'insisterai plus particulièrement aujourd'hui sur Gaza précisément qui est une nouvelle fois au bord du gouffre, en soulignant trois éléments principaux.

1. Le premier, c'est qu'entre le 11 et le 13 novembre, la bande de Gaza a été sur le point de basculer dans un nouveau conflit meurtrier, comme ce territoire en a connu trois au cours de la dernière décennie. Compte tenu des conséquences potentielles d'un nouveau conflit pour les populations concernées, nous joignons notre voix à celle du Secrétaire général des Nations unies pour appeler l'ensemble des parties au calme et à la retenue. Nous soulignons aussi la nécessité, dans un contexte particulièrement tendu, d'éviter toute initiative et toute action susceptible de provoquer une escalade.

Près de 500 roquettes ont été tirées en direction du territoire israélien en moins de 24 heures, entre le 12 et le 13 novembre. Plusieurs victimes sont à déplorer. L'intensité de ces tirs est sans précédent, même au cours du conflit de 2014. Nous avons condamné avec la plus grande fermeté ces tirs du Hamas et d'autres groupes armés sur le territoire israélien.

Le retour au calme que nous constatons depuis près d'une semaine doit désormais être inscrit dans la durée, sur la base des arrangements de sécurité de 2014, pour éviter un nouveau cycle de violences dont les populations civiles seraient encore les premières victimes. Nous saluons à cet égard les efforts de l'Égypte et du coordinateur spécial des Nations unies. La retenue observée depuis le 13 novembre mérite d'être relevée ; elle doit être préservée, quelle qu'en soit pour chacun le coût politique.

2. Deuxième élément, ce dernier pic de tension, le troisième depuis l'été et le plus grave,

s'inscrit dans un contexte d'effondrement humanitaire et d'impasse politique dans la bande de Gaza. Depuis plus de six mois, les violences se succèdent à Gaza, sur fond de crise humanitaire d'une gravité sans précédent. Le bilan des manifestations qui se sont succédées et se poursuivent le long de la barrière de séparation est terrible : 170 Palestiniens tués et près de 6000 blessés par balles depuis le 30 mars, dans le cadre de rassemblements nourris par le désespoir de la population. La France a condamné un usage disproportionné et indiscriminé de la force et appelé Israël à respecter le droit des Palestiniens à manifester pacifiquement, ainsi que ses obligations de protection des civils dans le cadre du droit international humanitaire. Nous avons également dénoncé l'instrumentalisation des manifestations par le Hamas et d'autres groupes armés.

Pour redonner espoir dans l'immédiat à la population de Gaza, nous devons d'abord répondre à l'urgence humanitaire. Les efforts du coordinateur spécial et de l'ensemble des agences des Nations unies visant à une amélioration rapide de la situation humanitaire contribuent de manière significative à cette réponse. Tous les acteurs doivent coordonner leurs efforts en ce sens. À terme, seule une levée du blocus, assortie des garanties de sécurité requises pour Israël, permettra de répondre aux besoins de la population.

3. Enfin, il ne saurait y avoir de réponse durable à la crise que connaît Gaza sans accord de réconciliation, qui devra permettre à l'Autorité palestinienne de retrouver l'ensemble de ses prérogatives dans ce territoire. Nous soutenons cet objectif dans le cadre des efforts engagés par l'Égypte et le coordinateur spécial. Nous appelons l'ensemble des parties à reprendre le dialogue pour relancer le processus de réconciliation inter-palestinien, dans le prolongement de l'accord conclu au Caire il y a un an.

Rappelons-nous aussi que Gaza n'est pas un territoire hors sol et ne saurait être dissocié de la question palestinienne dans son ensemble. Il n'y aura pas de paix durable dans la région sans accord entre Israël et la Palestine, pas d'accord israélo-palestinien viable sans Etat palestinien, et pas d'Etat palestinien sans accord permettant l'unité entre Gaza et la Cisjordanie sous l'égide des autorités palestiniennes légitimes.

Face à la situation qui prévaut à Gaza depuis mars dernier, le Conseil de sécurité n'a jamais été en mesure de parler d'une seule voix. Ce silence assourdissant est chaque jour plus incompréhensible pour les populations de la région, comme pour le monde qui nous regarde.

Monsieur le Président,

Je souhaiterais pour finir élargir mon propos à la question palestinienne dans son ensemble. 25 ans après la signature des accords d'Oslo, 30 ans après la déclaration d'Alger, nous sommes proches du point de non-retour. La promesse des deux Etats menace de se dissiper sous nos yeux, comme un mirage dans le désert : elle recule sur le terrain, sous l'effet de la colonisation et de la fragmentation politique et territoriale des Palestiniens ; elle s'évanouit aussi dans les esprits, en l'absence d'horizon politique. Génération après génération, le désespoir et le fatalisme gagnent les Palestiniens et les Israéliens, qui vivent dans deux univers parallèles et ne se parlent plus. Dès lors, la dynamique ne peut être que négative.

Et pourtant, il faut le marteler, il n'y pas d'alternative viable et réaliste à la solution des deux Etats. La réalité territoriale unique, qui prend forme sous nos yeux, signifierait à terme, pour les Palestiniens, renoncer à leurs aspirations nationales ; et pour les Israéliens, abandonner leur projet démocratique.

Il est donc indispensable de combler le vide politique actuel. Mais je souhaite rappeler à nos amis américains, comme l'a dit à plusieurs reprises le président de la République au président Trump, qu'un plan de paix qui méconnaîtrait les paramètres internationalement agréés, notamment s'agissant de Jérusalem, se condamnerait à l'échec. Ces paramètres ne sont pas des options ou un menu dans lequel nous aurions à choisir, ils sont le socle indispensable de tout plan de paix, de toute négociation à venir. S'affranchir de ces paramètres, notamment sur Jérusalem, c'est prendre le risque de transformer un conflit de nature territoriale et politique en conflit identitaire et religieux, ce qui rendrait impossible tout compromis et ouvrirait un espace dans lequel chercheront à s'engouffrer tous les groupes radicaux de la région.

Monsieur le Président, permettez-moi de revenir sur ces paramètres :

- deux Etats vivant en paix et en sécurité, le long de frontières sûres et reconnues, tracées sur la base des lignes de 1967 avec d'éventuels échanges de territoires agréés par les parties : à cet égard, la décision de suspendre la démolition du village bédouin de Khan al-Ahmar annoncée le mois dernier est un premier pas, mais demeure provisoire et révoquant à tout moment ; nous demandons donc aux autorités israéliennes d'y renoncer définitivement. Khan al-Ahmar se situe dans une zone essentielle à la viabilité de la solution des deux Etats.

- Jérusalem comme future capitale de ces deux Etats : près de 600 unités de logement dans des colonies de Jérusalem-Est, Ramat Shlomo et Ramot, ont été approuvées au début du mois. Ces avancées viennent fragiliser un peu plus encore le projet d'un Etat palestinien viable, souverain et contigu avec Jérusalem pour capitale. Avec près de 5 800 approbations, l'année 2018 est proche de l'année-record de 2012 en matière de colonisation à Jérusalem-Est.

- une solution juste et réaliste pour les réfugiés palestiniens : dans l'attente d'une solution négociée, l'UNRWA joue un rôle essentiel, qu'il est crucial de préserver. L'objectif doit donc être de pérenniser la mobilisation exemplaire de la communauté internationale à la suite de la décision de suspension de la contribution américaine à l'agence.

Monsieur le Président,

La France est l'amie des Israéliens comme des Palestiniens. Elle n'a d'autre intérêt que la paix dans la région et la possibilité pour les populations concernées de vivre en sécurité et dans la dignité. Les événements survenus il y a une semaine doivent sonner comme un avertissement : à Gaza comme ailleurs, les mêmes causes finissent toujours par produire les mêmes effets ; si nous ne traitons pas ces causes, nous ne parviendrons pas indéfiniment à éviter un nouveau conflit. Nous avons donc la responsabilité collective, au sein de ce Conseil, d'agir avant qu'il ne soit trop tard. La France continuera à ne ménager aucun effort en ce sens.

Je vous remercie./.